

VEILLE NUMERIQUE - ROYAUME-UNI

Economie numérique et régulation, télécommunications et réseaux, données, cyber-sécurité, écosystème *tech*

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le Gouvernement annonce la création de l'*Advanced Research & Invention Agency (ARIA)*

Economie numérique et régulation

- La Cour suprême estime que les chauffeurs *Uber* peuvent être considérés comme des « travailleurs » au RU

Télécommunications et réseaux

- Le japonais *Renesas Electronics* annonce son intention d'acheter l'entreprise britannique *Dialog Semiconductor*

Données

- L'UE s'apprêterait à octroyer une décision d'adéquation au RU
- L'application de traçage *NHS Covid-19* aurait permis d'empêcher 600 000 cas, selon le Gouvernement
- Le passeport vaccinal fait l'objet de débats au RU
- Le Gouvernement a publié son projet de cadre d'utilisation de l'identité numérique

Cyber-sécurité

- L'industrie de la cyber-sécurité au RU représentait 8,9 Md£ en 2020
- Le Gouvernement britannique met en place un Conseil national de cyber-sécurité

Ecosystème tech

- Selon le cabinet de conseil *Beauhurst*, les start-ups britanniques ont levé 2 Md£ de fonds supplémentaires en 2020 grâce au *Future Fund*

Principales levées de fond de startups britanniques entre le 8 et 21 février 2021 :

- *Uptime*, *EdTech* (application de contenus éducatifs rapides) : [Seed, 16 M\\$](#)
- *Globacap*, *FinTech* (outils d'automatisation des marchés de capitaux) : [Série A \(extension\), 9 M\\$](#)
- *Trade Ledger*, *FinTech* (plateforme de *lending-as-a-service*) : [Série A, 13,5 M£](#)

- [Solidatus](#), *Data* (plateforme de gestion et monétisation de la donnée) : [Série A, 14 M£](#)
- [Nothing](#), *IOT* (logiciel permettant de réduire les barrières avec la technologie) : [Série A, 15 M\\$](#)
- [SpyBiotech](#), *HealthTech* (vaccins contre les maladies infectieuses et le cancer), [Série A, 32,5 M\\$](#)
- [Quell Therapeutics](#), *HealthTech* (thérapies cellulaires) : [Série A \(extension\), 40 M\\$](#)
- [Peak](#), *AI* (intégration de l'IA dans les processus de prise de décision) : [Série B, 21 M\\$](#)
- [Isotropic Systems](#), *Hardware* (fabricant d'antennes) : [Série B, 40 M\\$](#)
- [Inivata](#), *HealthTech* (détection non-invasive du cancer) : [Série C \(extension\), 35 M\\$](#)
- [Matillion](#), *Cloud* (plate-forme d'intégration pour les données en *cloud*) : [Série D, 72 M£](#)
- [Kromek](#), *HealthTech* (technologies de détection des radiations) : [Venture Round, 13 M£](#)
- [Monzo](#), *FinTech* (banque en ligne) : [Venture Round, 50 M£](#)
- [BigChange](#), *HR* (logiciel de gestion de la main d'œuvre mobile) : [Venture Round, 75 M£](#)
- [Blockchain.com](#), *Crypto* (plateforme d'achat de crypto-monnaies) : [Venture Round, 120 M\\$](#)

Rapports [en anglais] :

[5G market diversification and wider lessons for critical and emerging technologies, House of Commons, Science and Technology Committee, Second Report of Session 2019-21, 4 February 2021](#) : Ce rapport

tire les conclusions d'une enquête lancée le 9 avril 2020 par la Commission des sciences et de la technologie de la chambre des communes sur la diversification du marché des infrastructures 5G au RU. Il émet des recommandations au Gouvernement, parmi lesquelles :

- Publier le plan d'action détaillé et l'allocation des 250 M£ pour la Stratégie de diversification de la chaîne de valeur de la 5G publiée en novembre dernier.
- Effectuer une étude comparative internationale sur le déploiement de l'*Open RAN* et les mesures de diversification du marché des vendeurs des équipements 5G.
- Orienter une plus grande partie du budget en R&D public vers la diversification du marché 5G, en plus des 250 M£ alloués à la stratégie, afin de peser davantage face aux budgets de R&D privés des fournisseurs actuels d'équipements 5G.
- Etablir un cadre pour la collaboration internationale sur la diversification du marché des télécommunications, dans le contexte d'une divergence technologique et réglementaire potentiellement croissante entre l'Occident et la Chine.
- Elaborer une stratégie nationale pour les technologies critiques (c'est-à-dire susceptibles de revêtir une importance cruciale pour la prospérité et la sécurité du RU au cours des 20 prochaines années) afin de saisir les opportunités et atténuer les risques associés, en abordant des aspects tels que les chaînes de valeur mondiale, les processus de détermination des standards et les capacités nationales en R&D.

[Power to the people: stronger consumer choice and competition so markets work for people, not the other way around, An Independent Report Presented by John Penrose MP, February 2021](#) : Ce rapport

présente les conclusions de la mission d'évaluation de la politique de concurrence britannique confiée au député John Penrose par le Gouvernement en septembre 2020. Les principales recommandations du rapport sont :

- La délimitation étroite des pouvoirs confié à la nouvelle unité dédiée à la régulation des grandes plate-formes numériques, afin d'éviter une « dérive réglementaire » qui pourrait avoir des conséquences sur d'autres secteurs numériques de l'économie.

- La nouvelle unité placée sous la tutelle de l'autorité de la concurrence britannique devrait être appelée « unité des monopoles de réseaux et de données » (plutôt « qu'unité des marchés numériques » pour l'instant choisie par le Gouvernement).
- Le nouveau cadre réglementaire ne devrait s'appliquer qu'aux entreprises possédant et gérant ces monopoles, et porter sur des problèmes qui ne peuvent pas être déjà résolus par l'autorité de la concurrence.

Production : *Ecosystem Welcome Guide*



Ce [guide](#) a été réalisé par le SER de Londres, avec la Communauté *French Tech London*, le bureau de *Business France* à Londres et la *Chambre de Commerce française en Grande-Bretagne*. Il est destiné aux entrepreneurs français souhaitant s'étendre au marché britannique, et a pour vocation de dresser une esquisse de l'écosystème *tech* local. Il est public et diffusable.

Événement : Session de lancement de *Scale Up Europe*

Initié par le président Emmanuel Macron, le projet *Scale-Up Europe* rassemble un groupe restreint de plus de 150 fondateurs, investisseurs, chercheurs, chefs d'entreprise et fonctionnaires européens de premier plan dans le domaine des technologies, autour d'un même objectif : accélérer l'ascension des leaders technologiques mondiaux nés en Europe, au service à la fois du progrès et de la souveraineté technologique.

N'hésitez pas à vous inscrire sur le [site internet de l'évènement](#) afin de suivre la session de lancement du projet le 4 mars à 13h00 (CET). L'évènement accueillera des leaders technologiques tels que Niklas Zennstrom (fondateur et PDG, *Atomico*), Lukasz Gadowski (PDG, *Team Europe*), Ersilia Vaudo Scarpetta (Chief People Officer, *ESA*), Adrien Nussenbaum (PDG, *Mirakl*) et bien d'autres.

FAIT MARQUANT

Le Gouvernement annonce la création de l'*Advanced Research & Invention Agency (ARIA)*

Le ministre du BEIS (*Department for Business, Environment and Industrial Strategy*) Kwasi Kwarteng a [annoncé](#) le 19 février la création d'une nouvelle agence de financement des innovations de rupture.

Mentionnée pour la première fois dans le *Queen's Speech* du Premier Ministre Boris Johnson en décembre 2019, le Gouvernement a tardé à préciser son modèle opérationnel, si bien que l'agence a été qualifiée de « *brand in search of a product* » par un [rapport](#) de la commission parlementaire pour la science et la technologie datant du 9 février. Dotée de 800 M£ par le [budget de mars 2020](#), l'agence s'inscrit dans la stratégie du RU pour la science et l'innovation, qui prévoit d'augmenter la dépense totale (publique et privée) en R&D afin d'atteindre la [cible](#) de 2,4 % du PIB d'ici 2027. S'inspirant du modèle de la *Defence Advanced Research Projects Agency (DARPA)* américaine, ayant financé des innovations de rupture tels que l'*ARPANET* (ancêtre d'internet), l'ARIA a pour objectif d'investir dans des projets « à haut risque mais à haut potentiel innovant », notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle et de la donnée. Indépendante du Gouvernement et du *UK Research and Innovation* (agence nationale de financement de l'innovation), elle se démarque de cette dernière par un important risque d'échec des projets entrepris, une plus grande flexibilité de pilotage et une réduction des procédures administratives. Selon une source du [Times](#), le gouvernement prévoirait notamment d'interdire les *Freedom of Information Requests* (FOI, droit à la liberté d'information : obligation pour les autorités publiques de publier leurs données lorsqu'un individu en fait la demande) pour les projets de l'ARIA, afin d'accélérer leur mise en œuvre.

ECONOMIE NUMERIQUE ET REGULATION

La Cour suprême estime que les chauffeurs Uber peuvent être considérés comme des « travailleurs » au RU – Dans une [décision](#) du 19 février, la plus haute juridiction britannique a confirmé la requalification des chauffeurs de VTC en *workers*, statut intermédiaire entre celui de salarié et d'indépendant créé dans les années 90 et donnant droit à des [protections sociales](#) telles qu'un salaire minimum ou des congés payés. Elle donne ainsi raison à la [décision](#) de la Cour d'appel de décembre 2018 – contre laquelle la plateforme américaine avait fait appel en juillet 2020 – qui avait jugé que les chauffeurs *Uber* étaient des *workers* (travailleurs), et non des *self-employed* (indépendants), au vu du temps de connexion à l'application et du contrôle exercé par le groupe (notamment à travers leur évaluation). Les chauffeurs ayant porté plainte pourront ainsi se tourner vers un tribunal pour obtenir des indemnités. La confirmation de ce statut - déterminé au RU par la jurisprudence - par la Cour suprême pourrait avoir des conséquences sur d'autres plate-formes numériques opérant au RU. Le syndicat de travailleurs indépendants *IWGB (Independent Workers' Union of Great Britain)* a par exemple [déposé](#) un recours début février devant la Cour d'appel de Londres contre la plate-forme de livraison de repas *Deliveroo*, afin de pouvoir obtenir un droit à la négociation collective, qui leur est actuellement refusé du fait de leur statut d'indépendants.

TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX

Le japonais Renesas Electronics annonce son intention d'acheter l'entreprise britannique Dialog Semiconductor – Le leader japonais de puces pour l'industrie automobile a annoncé le 8 février une offre publique d'achat de 4,9 Md€ du spécialiste germano-britannique de semi-conducteurs. *Renesas* mène une stratégie de diversification et souhaite par cette acquisition élargir son offre à destination de nouvelles industries, comme l'électronique grand public. La technologie de puce à économie d'énergie de *Dialog* est utilisée par des géants comme *Apple* (son principal client, représentant 2/3 de son chiffre d'affaires en 2019) ou *Samsung*. Le rachat de *Dialog*, dont le siège social est à Reading (ouest de Londres), pourrait, à la demande du Gouvernement, être examiné par la *Competition and Markets Authority* (autorité de la concurrence britannique) au titre de la procédure de contrôle des investissements pour motif de sécurité nationale. En septembre dernier, le leader des puces électroniques américain *Nvidia* annonçait le rachat

d'Arm, faisant de l'offre de *Renesas* la deuxième proposition de rachat d'une entreprise britannique spécialisée sur les semi-conducteurs en moins d'un an.

DONNEES

L'UE s'apprête à octroyer une décision d'adéquation au RU – Dans un [communiqué de presse](#) du 19 février, la Commission européenne a indiqué avoir lancé le processus d'octroi d'une décision d'adéquation au RU – attestant d'un niveau de protection des données personnelles suffisant –, permettant ainsi de maintenir des flux de données sans entraves entre l'UE et le RU. La Commission a pour l'instant publié un projet de décision, qui devra ensuite être validé à la majorité qualifiée par le comité compétent du Conseil, après avis du Conseil européen de protection des données. Cette annonce a été saluée par le Gouvernement britannique, qui appelle l'UE à achever rapidement le processus d'approbation technique. Si le RU devait initialement sortir de l'espace de libre-échange des données personnelles au 31 décembre 2020, l'accord de commerce et de coopération entre l'UE et le RU a étendu l'application de ces dispositions jusqu'au 30 juin 2021 afin de permettre de statuer sur l'octroi d'une décision d'adéquation. Cette décision est cruciale pour de nombreux secteurs, tels que la santé, la *tech* ou le secteur bancaire. En cas d'absence d'adéquation, les flux UE – RU devraient respecter des garanties juridiques strictes et coûteuses pour les entreprises, sans quoi les entités impliquées pourraient se voir infliger des amendes par les régulateurs européens, allant jusqu'à 4 % de leurs revenus mondiaux ou 20 M€. Si elle est octroyée, la décision de la Commission ne sera toutefois pas définitive : elle sera réévaluée tous les 4 ans, et pourrait, en cas de contentieux, être remise en question par la Cour de justice de l'union européenne (CJUE), comme cela a été le cas pour le *Privacy Shield* (accord UE-Etats-Unis sur le partage de données). Ce dernier avait été invalidé par la CJUE en juillet 2020 car il ne limitait pas suffisamment l'accès des services de sécurité américains aux données personnelles.

L'application de traçage NHS Covid-19 aurait permis d'empêcher 600 000 cas, selon le Gouvernement – Selon les données [publiées](#) le 9 février par le Ministère de la Santé, plus de 820 000 utilisateurs ont enregistré un test positif au coronavirus dans l'application de traçage, permettant à cette dernière de signaler à 1,7 M d'utilisateurs - identifiés comme cas-contact - de s'isoler. Selon l'analyse menée par l'Institut Turing et l'Université d'Oxford, l'application aurait ainsi contribué à briser les chaînes de transmission et empêcher 600 000 cas. Le Gouvernement souhaite mettre en avant avec ces chiffres le lien de causalité entre l'utilisation de l'application *NHS Covid-19*, téléchargée en Angleterre et au Pays de Galles par 21,6 M d'utilisateurs, et la diminution du nombre de cas.

Le passeport vaccinal fait l'objet de débats au RU – Alors que le Gouvernement a pour l'instant officiellement rejeté l'idée d'un passeport vaccinal – jugé discriminatoire – au RU, l'idée d'utiliser cet outil pour sortir plus rapidement de la crise du coronavirus est revenue à plusieurs reprises dans le débat public. Le 14 février, Dominic Raab, Ministre des Affaires Etrangères, a indiqué sur [LBC Radio](#) que les passeports vaccinaux – aussi bien au niveau local qu'international – n'avaient pas été totalement écartés, et que le Gouvernement étudiait leur faisabilité. Ces « passeports » se matérialiseraient par une application, permettant de certifier sa vaccination contre la Covid-19 et la prouver, aussi bien en vue d'accéder à des lieux recevant du public qu'à des Etats exigeant la vaccination comme condition d'entrée sur leur territoire. S'il pose des questions éthiques et légales (pour mémoire, la vaccination contre la Covid-19 n'est pas obligatoire au RU), 73 % des britanniques jugeraient le passeport vaccinal comme un outil utile, selon une [enquête](#) de société d'études *Piphsay*.

Le Gouvernement a publié son projet de cadre d'utilisation de l'identité numérique – Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport (DCMS)* a [publié](#) le 11 février des lignes directrices, soumises à

consultation jusqu'au 11 mars, encadrant l'utilisation de l'identité numérique. Cette dernière permettrait de faciliter des tâches telles que l'enregistrement auprès d'un nouveau médecin traitant ou la vérification de l'âge dans les bars, les cartes d'identité papier et le Registre national d'identité n'existant plus au Royaume-Uni depuis [2011](#). Le cadre proposé par le *DCMS* est destiné aux organisations souhaitant mettre en place des services d'identifications numérique, et contient des standards et obligations garantissant la protection des données personnelles, telles que des exigences de cryptage ou de transparence sur la gestion des données. Le Gouvernement souhaite par ce futur cadre développer et généraliser l'utilisation de l'identification numérique, qui pourrait représenter des gains économiques substantiels ; selon une [étude](#) du cabinet de conseil *Ctrl-Shift*, le coût de l'identification « manuelle » au RU représenterait jusqu'à 3,3 Md£ par an (dépenses liées aux contrôles d'identité pour les organisations et perte de temps pour les consommateurs).

CYBER-SECURITE

L'industrie de la cyber-sécurité au RU représentait 8,9 Md£ en 2020 – Selon le [rapport annuel sur le secteur de la cyber-sécurité](#) du *DCMS* (*Department for Digital, Culture, Medias and Sport*), les entreprises du secteur de la cyber-sécurité ont réalisé un record de 8,9 Md£ de revenus en 2020. Le secteur représente près de 50 000 emplois et a levé 821 M£ en 2020, soit deux fois les montants levés en 2019. L'augmentation des activités sociales et professionnelles en ligne, liée à la crise du coronavirus, a renforcé les besoins de produits et de services de cyber-sécurité, tels que la surveillance d'attaques cyber ou le contrôle de la sécurité d'objets connectés. Lors de la présentation du rapport, le secrétaire d'Etat au numérique Matt Warman a indiqué vouloir « aider l'industrie à atteindre de nouveaux sommets », en soutenant notamment les start-ups du secteur à travers des accélérateurs dédiés ([LORCA Cyber Accelerator](#) et [National Cyber Security Center Accelerator](#)).

Le Gouvernement britannique met en place un Conseil national de cyber-sécurité – Un nouveau organisme indépendant a été [annoncé](#) le 9 février par le secrétaire d'Etat au numérique Matt Warman, afin que le secteur de la cyber-sécurité puisse continuer à « contribuer à l'économie numérique tout en protégeant les infrastructures critiques nationales ». Financé par le *DCMS* (*Department for Digital, Culture, Medias and Sport*), le *UK Cyber Security Council* sera chargé de définir des normes professionnelles encadrant les métiers de la cyber-sécurité, et servira de guichet unique d'information sur les perspectives de carrière dans le secteur, afin d'attirer davantage de talents et stimuler l'emploi. Il travaillera notamment avec des prestataires de formation pour accréditer des cours et qualifications, offrant ainsi aux employeurs des garanties de compétences lors du recrutement. Enfin, aux côtés du *National Cyber Security Centre*, l'organisme mettra en œuvre la stratégie nationale en matière de cyber-sécurité visant à « faire du Royaume-Uni l'endroit le plus sûr pour être en ligne ».

ECOSYSTEME TECH

Selon le cabinet de conseil *Beauhurst*, les start-ups britanniques ont levé 2 Md£ de fonds supplémentaires en 2020 grâce au *Future Fund* – Le [rapport](#) du cabinet de conseil *Beauhurst* sur l'*equity investment* en 2020 a mis en avant l'impact sur les levées de fonds au RU du *Future Fund* (fonds public accordant des emprunts convertibles à des start-ups à condition qu'un investisseur privé accorde un emprunt identique). En effet, grâce à ce dispositif de soutien au financement des start-ups mis en place en mai 2020 (et clôturé ce 31 janvier), les start-ups britanniques ont levé 11,8 Md£ à travers 2 928 levées de fonds, contribuant à atteindre un nouveau record d'investissement au RU (11,7 Md£ avaient été levés

en 2019). En excluant les montants levés grâce au *Future Fund*, les start-ups britanniques ont levé 9,8 Md£ à travers 1 957 levées de fonds.

Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Alice WODA (attachée numérique) et revue par Stanislas GODEFROY (chef du pôle sectoriel).